

# De nouveaux affrontements interethniques ont fait des dizaines de morts au Rwanda

La crise que traverse le Rwanda s'est aggravée mercredi 23 février, à la suite d'affrontements interethniques et d'un nouveau report sine die de la mise en place d'un gouvernement et d'un Parlement de transition. Dans la nuit de mardi à mercredi, plusieurs dizaines de personnes ont été tuées dans des quartiers périphériques de Kigali, selon des sources humanitaires. La Croix-Rouge de Belgique a chiffré à « au moins trente-sept » le nombre de morts. Des affrontements entre Hutus et Tutsis ont suivi l'assassinat de deux dirigeants politiques, le président d'un parti radical hutu et le ministre des tra-

vaux publics et de l'énergie (le Monde du 24 février).

Un soldat du Front patriotique rwandais (FPR, mouvement tutsi) a été tué et un autre grièvement blessé, lors de l'attaque d'un convoi escorté par des « casques bleus » belges, qui acheminait une centaine de membres du FPR, de Mulundi, quartier général du Front au nord du Rwanda, vers la capitale, où ils devaient intégrer les forces armées rwandaises et assurer la protection des membres du FPR qui doivent participer au gouvernement de transition. La mise en place de ce gouvernement a été maintes fois reportée depuis début janvier, date

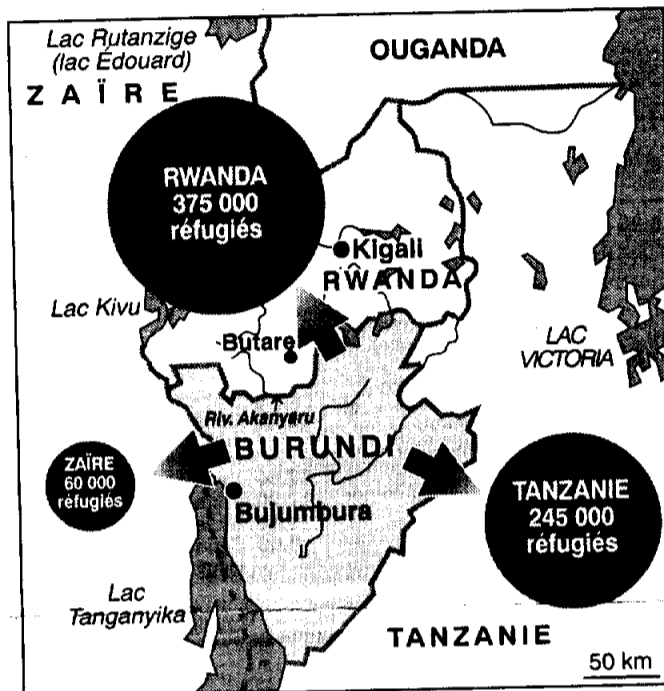
initialement prévue par les accords de paix signés en août 1993 à Arusha, en Tanzanie, après trois années de guerre civile.

Le FPR a affirmé que cette attaque visait ses ministres et députés, qui auraient dû prêter serment mercredi, lors de la cérémonie d'investiture des institutions de transition. Mais les dirigeants du FPR avaient déjà décidé de ne pas participer à la cérémonie, de même que le Parti social démocrate (parti du ministre assassiné), une partie du Parti libéral (PL) et du Mouvement démocrate républicain (MDR), deux formations d'opposition au président Juvénal Habyarimana. Le

premier ministre désigné du nouveau gouvernement, Faustin Twagiramungu, membre du MDR, a lui-même boycotté la cérémonie, ainsi que son prédécesseur, Agathe Uwilingiyimana.

Le premier ministre a dénoncé à la radio les atermoiements du président Habyarimana dans la mise en place d'un gouvernement de transition. « Ce n'est pas la faute du premier ministre, mais celle du président, si le gouvernement de transition n'a pas été formé. Le président veut nommer des ministres appartenant à des formations politiques qui lui conviennent », a-t-il affirmé. — (AFP)

## L'éternel exode



Source : HCR (Nations unies) : oct/déc.93  
Ces chiffres ne prennent en compte que les réfugiés et non les déplacés.

### BUTARE et BUJUMBURA de notre envoyée spéciale

L'orage éclate sur les pâturages du poste frontière. La file des réfugiés se rue sous l'auvent. De voitures brinquebalantes, s'extirpent des va-nu-pieds, dans une odeur d'épices et le paillement des volailles. Tous ces Burundais repassent la frontière, fuyant les troubles qui menacent à nouveau leurs campagnes. Ils rejoignent le camp de Saga I, dans la province de Butare.

Ils n'avaient quitté ce refuge que quelques jours plus tôt. Ils voulaient croire au calme revenu et, surtout, ensemençer d'urgence leurs lopins de haricots, car la saison n'attend pas. Les massacres d'octobre dernier avaient vidé les fermes et condamné les champs à la jachère. Plus question de risquer une famine. Mais un vent de panique s'engouffra fin janvier entre les collines burundaises. A Bujumbura, la capitale, une poignée de Tutsis rouvraient les hostilités, avec la complicité de l'armée. Alors, la majorité hutue des paysans reprit le chemin de cet exode sans fin.

L'Afrique des grands lacs connaît, depuis la fin des années 50, une tension interethnique jalonnée de sanglantes vendettas. « Tu me caches que tu me hais et je te cache que je le sais », souligne ici le proverbe. Au Burundi - 5,6 millions d'habitants - en 1972, la minorité tutsie (15 %), seule au pouvoir, avait écrasé une tentative de révolte hutue. Deux cent mille morts. Les petits Hutus avaient suivi leurs mères au Rwanda voisin. Certains, devenus grands, tentèrent un impossible retour.

Les heurts entre ethnies ont recommencé, en 1988 et 1991 notamment. Le 21 octobre 1993, Melchior Ndadaye, premier président d'origine hutue, légitimement élu le 1<sup>er</sup> juin 1993, était assassiné par des militaires putschistes. Les collines s'embrasaient une nouvelle fois : massacre des Tutsis, « pacification », puis massacre des Hutus. L'exode reprenait vers les pays voisins : Ouganda, Tanzanie, Zaïre et Rwanda.

Le Rwanda, « pays aux mille collines », n'est pas non plus un paradis. Il a, lui aussi, vécu des vendettas en chaîne. A Kigali, où le président hutu Juvénal Habyarimana, est au pouvoir depuis vingt ans, on attend la formation d'un gouvernement de transition « à base élargie », sans cesse annoncée et sans cesse reportée. A Kigali comme à Bujumbura, un couvre-feu de fait pèse sur les quartiers.

Un midi à Bwiza, dans une parcelle de la capitale burundaise... Chez Denis, éducateur de rue et tutsi, l'unique pièce est bondée. On passe le temps à palabrer en mangeant des beignets. La veille, il y a eu des morts au marché. La rivière charrie les cadavres. Dans la parcelle de Denis, la parentèle échappée des collines en octobre campe toujours en attendant des jours meilleurs. Dans les ruelles terreuses, on ne se déplace plus qu'en bande.

Cette peur de l'autre nourrit les massacres. Elle est le lot commun qui pousse sur la route les « déplacés » vers une autre province, les « réfugiés » de l'autre côté de la frontière, les « multidéplacés » qui n'en sont pas à leur premier exode, et les « enfants non accompagnés » échouant dans les camps par on ne sait quel miracle.

Un midi, à Saga I... Sur les pentes verdoyantes scintillent les bâches des « blindés ». Dans ces cahutes, s'entassent 15 000 Burundais qui ont fui la tuerie d'octobre. Hutus ici à Saga I, Tutsis dans un autre camp. Sous la grande tente, une sourde rumeur accueille la distribution de bouillie. Des femmes fatiguées tendent leur assiette de plastique, les jambes encombrées de gamins en guenilles. Regards apathiques et ventres gonflés.

Il y a quatre mois, le Rwanda - 7 millions d'habitants - ouvrit grand sa porte à trois cent 350 000 réfugiés burundais. Mais il avait déjà ses propres « déplacés ». Depuis deux ans, trois cent mille Rwandais survivent entassés dans

des camps au nord comme autour de la capitale. L'urgence d'hier se prolonge et l'aide a tardé à arriver. Rations trop faibles : la malnutrition s'est installée. Irrégularité de l'approvisionnement et cargaisons parfois pourries : on en vint à manger les précieuses semences envoyées par l'aide internationale. Mi-novembre, dans le camp de Burenge, 12 personnes sur 1 000 mouraient chaque jour. Début janvier, cette situation était dénoncée par l'AICF et MSF-France qui a mis en cause la responsabilité du gouvernement rwandais. A présent, l'aide est mieux distribuée. Plus globalement, une famine « verte » menace le Rwanda. Car sur les marchés de Kigali, les prix flambent. Manioc, sorgho, patates

douces et haricots n'ont pu être plantés à temps, à cause des combats qui éclatent ici ou là. La famine guette aussi le Burundi, où l'ensemencement a tardé. Les maigres réserves ont fondu. Des « poches » de disette sont signalées dans le nord du pays. Les esprits s'échauffent. Non loin de Gitega, dans le camp de « déplacés » tutsis, les soldats de garde sont armés de bâtons pour contenir la foule. On ne sait jamais...

Au dispensaire de Giheta, près de Kibuye, tenu par trois médecins militaires français, la queue s'allonge : six cents consultations chaque jour. Les paysans hutus qui, depuis octobre, se cachent la nuit dans les marais et cultivent leurs champs de jour, commencent timidement à se faire soigner, à peine rassurés. Qui sait ? Ici quand on se quitte pour la nuit, on ne se dit pas « A demain », mais « Puisse-tu survivre jusqu'à demain ». Malaria, diarrhée sanglante, sida et états de chocs... Rwanda et Burundi font malheur commun.

Une autre peur menace Bujumbura. Un samedi, fin janvier, quelques centaines de jeunes Zaïrois en exil défilèrent dans les rues de la capitale. « Réfugiés burundais, vous vivez en paix chez nous, au Zaïre. Nous voulons vivre en sécurité chez vous ! », avaient-ils écrit sur les pancartes qu'ils brandissaient sous le nez des rares passants. La nuit précédente, quelques Zaïrois de Bwiza avaient été assassinés.

D'un pays à l'autre de la région, des tracts voyagent et des interviews à la radio ou à la télévision encouragent la résistance. En outre, le commerce des armes prospère. Dans un rapport publié à la mi-janvier, l'association américaine Human Rights Watch a dénoncé les dangers de ce négoce, où la France fait figure de principal accusé et où le Crédit lyonnais est nommément mis en cause. Partout dans les collines, circulent à bas prix grenades et kalachnikovs.

De part et d'autre des frontières, on redoute la contagion contestataire - celle du voisin, bien sûr. Risque de surenchère ? En Allemagne, en France et en Belgique, notamment à Liège fin janvier, on signalait le séjour d'officiers tutsis du Burundi proches des putschistes d'octobre, venus acheter des fusils-mitrailleurs. Dans le port tanzanien de Dar-Es-Salaam, un cargo chargé d'armes reste bloqué en raison de l'embargo décidé par le gouvernement burundais.

Dans les camps, dit-on à présent, on ne se résoudra pas à jouer les victimes expiatoires. Dans les collines, on ne se laissera plus massacrer comme du bétail. La poudrière des camps risque de s'enflammer. Face à l'urgence humanitaire, la communauté internationale et la Commission européenne avaient débloqué des fonds substantiels, qu'elles maintiennent. La France va doubler son aide humanitaire en 1994, comme l'a annoncé le ministre Lucette Michaux-Chevry en visitant les camps fin janvier.

Pour leur part, veillant au grain sur le terrain depuis des mois, le Haut-Commissariat aux réfugiés et de nombreuses associations envisagent d'accompagner au plus vite le retour des réfugiés, mais dans des « couloirs » hautement protégés qui restent à délimiter...

## Enquête sur un massacre

### BUJUMBURA

de notre envoyée spéciale

Au Burundi, le 21 octobre 1993, « la plus grande partie des forces armées a été activement ou passivement complice de la tentative de coup d'Etat ». C'est ainsi qu'une commission internationale, formée de treize experts indépendants, a résumé, dans un communiqué rendu public le 11 février, les résultats de son enquête, menée dans la région, sur les violations des droits de l'homme depuis ce 21 octobre.

L'accusation balaie le flou entretenu jusque-là sur les putschistes : ils sont militaires, et tutsis. Le président Melchior Ndadaye a été étranglé, puis lardé de quatorze coups de lame, dans le camp de bataillon parachutiste proche de la capitale où il avait été amené par les mutins. Le commandant de ce camp est toujours à son poste. Il n'y a pas eu à proprement parler d'enquête de la part des autorités burundaises.

Autre confirmation : « Le déclenchement des violences à travers le pays a été la conséquence directe de la tentative de coup d'Etat, et de la mort du président Ndadaye. » Entre

25 000 et 50 000 Burundais ont ainsi été tués, estime la commission d'enquête, en se basant sur les registres tenus sur place : « Pour la première fois dans l'histoire [du pays] c'est dans les deux groupes ethniques que les massacres ont fait de nombreuses victimes. »

Le constat est sans ambiguïté : « En de nombreux endroits, des Hutus, parfois encadrés par leurs autorités locales, ont systématiquement tué des Tutsis et certains Hutus proches d'eux. En de nombreux endroits également, les forces armées, y compris la gendarmerie, parfois en collaboration avec des civils tutsis ont systématiquement tué des Hutus. »

Il appartiendra au rapport final, dont la publication est annoncée pour fin avril, de chiffrer les pertes respectives. Sans attendre, la commission constate « l'impunité complète des auteurs des exactions et la fuite systématique de certaines autorités civiles, judiciaires et militaires devant leurs responsabilités ».

D. R.

DANIELLE ROUARD